

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Intervention de Gérard Filoche

Lors de la réunion des comités du « non » socialiste samedi 18 juin

- Politique - Au Parti Socialiste -

Date de mise en ligne : jeudi 23 juin 2005

Démocratie & Socialisme

Chers camarades, chers amis,

150 jours... Nous sommes 150 jours avant le congrès que la direction du Parti socialiste veut nous imposer pour le 18 novembre 2005.

150 jours avant le 29 mai, vers le 29 janvier, les sondages donnaient encore le « oui » gagnant pour le referendum chiraquien en faveur de la constitution Giscard... Pourtant on a gagné le 29 mai... on devrait, on doit gagner le 18 novembre...

Si on a réussi à convaincre le peuple de gauche, la majorité de l'électorat socialiste, on doit pouvoir convaincre les militants socialistes...

Mais il est vrai que l'obstacle principal vient de ce qu'on veut nous imposer un congrès bâclé, bouclé, un congrès de règlement intérieur, de discipline, de répression des socialistes qui ont légitimement fait gagner le « non »... On veut nous imposer un congrès de malveillance, Nous voulons transformer en un congrès d'espérance...

Un congrès de malveillance :

1°) Parce que le calendrier est à marche forcée, vote des militants le 9 novembre, bouclage des adhésions le 9 mai, oubliées les propositions de François Hollande de faire des adhésions massives, d'ouvrir le parti, de faire des adhérents du projet... Ça c'était quand le « oui » semblait gagner, mais maintenant que le « non » a gagné dans notre électorat, fermeture !

Dépôt des contributions le 7 ou 9 juillet, hop, 400 pages à lire.... Pendant l'été, vous savez ? en juillet août, propice moment de démocratie, lecture, échanges, débats vifs, puis terminé ! Les motions doivent être déposées le 17 septembre, le temps de les imprimer, arrivée octobre, reste un mois et hop ! c'est bouclé les 100 000 adhérents du Ps de 2004, votent... Ce n'est pas un congrès d'ouverture, mais de fermeture, il n'est fait pour tirer les leçons du 29 mai mais pour les enterrer...

2°) Parce qu'il s'agit de refouler le vote du 29 mai : nier le « non » de gauche, nier le « non » majoritairement socialiste. Cela a commencé au Cn du 4 juin : dénonciation du caractère équivoque du « non », de cette « balle perdue qui tue l'Europe », de la xénophobie, du racisme derrière l'image du « plombier polonais » (et pourtant c'est Bolkestein qui a agité cette image, mais ça ne fait rien, c'est vrai, c'est nous qui avons contré la xénophobie, et le racisme, en défendant le Smic européen contre les délocalisations de machines ou les délocalisations d'humains...). Mais ça ne fait rien, Elisabeth Guigou, Martine Aubry, François Hollande, le 4 juin ont cru bon d'essayer par touches sournoises de discréditer le « non », ce qui coure ensuite, dans les rangs, comme une défense du « oui »... Ils ont conçu le congrès comme une contre-offensive du camp du « oui » contre celui, devenu majoritaire du « non »... Ils ne veulent pas comprendre que ce qui vient d'arriver est la suite logique du 21 avril 2002 : le peuple rejette le libéralisme, mais eux, ils veulent continuer sur une ligne social-libérale... D'où la nécessité d'affirmer leur pouvoir, leur domination de façon bureaucratique, contre les aspirations populaires... Ils veulent Solferinoui contre Solferinon, c'est à cela qu'ils veulent ramener le congrès...

3°) Parce qu'il s'agit de réprimer les militants et responsables qui ont défendu leurs convictions contre un vote du 1er décembre manifestement contestable ! Ils ont commencé par sanctionner Laurent Fabius, faisant de lui un héraut du « non »... Ils visent qui ? Nous, toutes et nous tous, ici réunies, chacun, chacune de vous, de nous,

sanction par là en Finistère, ou encore à Dijon, ou encore à Montpellier, ou encore en Val-de-Marne...Sanctions annoncées pour les candidatures...sanctions, attaques, violences même...Tout cela pour que l'appareil reprenne la main contre les volontés exprimées par la base socialiste !

Pourtant lorsque nous étions UNANIMES lors du congrès de Dijon pour voter un texte promettant l'abrogation de la loi Fillon sur les retraites, Michel Rocard, s'est exprimé publiquement dans le dos des militants et des millions de grévistes, pour approuver cette loi, a-t-il été sanctionné ? Non ! Il a été promu tête de liste aux élections européennes, à Marseille !

Pourtant lorsque notre parti était unanime contre la sale guerre de Bush en Irak, sous ce prétexte mensonger de la recherche d'armes de destruction massive, Bernard Kouchner lui, prenait position en faveur de cette guerre... A-t-il été sanctionné ? Non, il a été promu porte-parole du camp des Oui socialistes lors de la campagne référendaire... Alors ne nous laissons pas faire par ces rappels à la prétendue démocratie militante à géométrie variable !

Soyons fiers de ce que nous avons fait ! Ne reculez pas, ne vous défendez pas, nous avons sauvé l'honneur du Parti socialiste, nous avons mouillé nos chemises à juste titre pour une cause indispensable à la gauche, aux salariés, aux ouvriers aux employés, aux socialistes, la cause du rejet d'une constitution ultra-libérale ! C'est nous qui avons fait gagner le « non » !

Et ne vous gênez pas, s'ils avancent le « respect » du vote du 1er décembre, car ce vote apparaît clairement insincère aujourd'hui : dans ces grandes fédérations qui ont voté à 60, 70 % pour le « oui », les électeurs ont voté à 70, 80 % pour le « non », alors soit ce vote était truqué, soit ce vote est plus qu'ailleurs, en opposition avec le vote de nos électeurs... Expliquez donc cela sérieusement ...Essayez donc de nous faire accroire que le vote du 1er décembre est plus légitime que le vote du 29 mai ? Essayez donc de nous réprimer et de nous sanctionner au nom d'un vote contestable contre un vote incontestable ? Essayez donc de faire un congrès de normalisation !

Nous y opposerons un congrès d'espérance !

1°) Car nous croyons que le « non » a été bon pour l'Europe, pour la République, pour les salariés français et européens ! Un grand espoir ! Il s'agit d'un « non » pro-européen, social, antilibéral. Il s'agit d'un non de 79 % des ouvriers, de 73 % des employés, de 69 % des agriculteurs, de 63,5% de la fonction publique, de la majorité des jeunes, des chômeurs, de 75 % des syndiqués, c'est le « non » de notre camp, du bon camp social ! C'est même, disons-le fièrement, la première fois depuis plus de 20 ans, que nous regagnons de l'influence contre l'extrême droite, car il en est ainsi lorsque la gauche parle haut et fort, lorsqu'elle s'unit, lorsqu'elle s'oppose vraiment au libéralisme qui crée les ravages de la misère ! Rappelez-vous, avant même que Le Pen commence à faire campagne, le « non » était à 54 % ! Rappelez-vous la première phrase de Le Pen fut : « mon « non » ne sera ni économique ni social, il sera national » ! Raté ! Tout le débat était social, ils s'en aperçoivent maintenant, même aux sommets de l'Europe !

Quant au Vicomte de Villiers, il a quasiment pris un ton de syndicaliste en cours de campagne, il était contre les délocalisations, Bolkestein, et contre le dumping social, il faut dire que le « ton » de la campagne donné par la gauche unie, enthousiaste, combative, était difficilement résistible ! La France n'est pas isolée, comme prévu, elle est applaudie et imitée. Comme prévu ce n'est pas le chaos, les libéraux continuent d'attiser les conflits nationaux financiers, mais sous pression des peuples dorénavant, ils ont peur, ils annulent les referendums... Ils vont renégocier, bien sûr, on va les voir arriver les plans B, C, D...

2°) Car, comme prévu Chirac est affaibli, et il rappelle ses dernières soutiens, Villepin, Sarkozy, ensemble,

pour tenir l'édifice fissuré... Ils vont à l'aventure avec des ordonnances, qui vont heurter un peuple décidé à ne plus se laisser faire... Vous savez, cela ne se voit pas tout de suite, mais la France est un chaudron, l'explosion menace, il y a toutes les chances que des élections anticipées soient mises en oeuvre... Le contrat de deux ans qu'ils ont inventé, à l'essai, le pire, c'est que cela signifie, pour le jeune concerné, que chaque soir, en se couchant, il ne sait pas s'il a du travail jusqu'au lendemain soir, car il peut être viré à tout moment, arbitrairement, sans motif, sans procédure, sans recours, c'est ça une « période d'essai » c'est un zone de non-droit prolongée pendant deux fois 365 jours, et vous pouvez être viré jusqu'à la veille du dernier jour... Si vous refusez des heures supp', si vous refusez n'importe quelle tâche ingrate, si votre frère est syndicaliste, si vous avez un geste de mauvais humeur avec votre chef, toutes les discriminations sont possibles... Cela dans des entreprises de moins de 10 salariés, il y en a un million qui font travailler 3,5 millions de personnes ! Et les chèques emploi-services dans les moins de 5 salariés ce sera pire, car il n'y aura pas de « déclaration préalable à l'embauche », le chèque pourra être de nuit, de bon matin, n'importe quand, pas de contrôle, pas de convention, pas de norme... Ça ne créera pas un seul emploi dans ces 97 % d'entreprises de moins de 50 salariés où le droit du travail c'est déjà le Moyen-âge : mais c'est un signe aux libéraux intégristes pour déréglementer tout le Code du travail en tirant tout par le bas... C'est « Bolkestein in France » !

Cela va à l'encontre du message du « non » : les affrontements sont donc devant nous, affrontement entre gauche et droite, car les sociaux libéraux veulent l'éviter, baissent les bras, cherchant d'impossibles conciliations... Il faudra abroger les mesures de la droite, reprendre au capital ce qu'il a pris au travail, redistribuer les richesses créées par les salariés en faveur de ceux-ci...

3°) Pour cela, nous le disons : unité, unité, unité !

- ▶ Unité à gauche, des états généraux partout avec tous ceux qui veulent, sans exclusive, participer à l'élaboration d'un programme de gouvernement, Ps, Pc, Verts, extrême-gauche, je dis bien sans exclusive, s'excluront d'eux-mêmes ceux qui ne veulent pas...
- ▶ Unité des socialistes autour du message du peuple de gauche, du peuple socialiste, du 29 mai, pas autour des thèses sociales-libérales !
- ▶ Unité des socialistes de gauche, unité Nm, Nps, Fm. Unité de ceux qui ont mené campagne depuis deux ans contre cette constitution au sein du parti socialiste, de ceux qui ont fait un texte commun, qui ont fait tribune commune dans le gymnase Carpentier, le 10 avril, de ceux qui ont mêlé leurs universités d'été de Fouras et de Douai, de ceux qui ont parcouru la France dans le débat interne ou externe, avec Jean-Luc Mélenchon aussi, de ceux qui ont initié, assuré la victoire du « non », de ceux qui veulent un Ps rénové, ancré à gauche, démocratique, en lien avec les salariés, pour une Europe sociale, une vraie alternative de transformation sociale,
- ▶ Unité de Nps, mes amis de Nps veulent leur « autonomie », moi je ne le ne comprends pas, qu'est-ce que cela signifie, que demain comme l'a dit un journaliste, Vincent Peillon veut un accord avec Dsk ? Cela ne peut avoir de sens ! Il ne peut y avoir « autonomie » cela reviendrait à laisser le « oui » en tête dans ce congrès et ensuite à s'y rallier dans une nuit de congrès, de « synthèse » et dans le dos des militants... J'appelle les camarades du Nps, à mener le débat. Il faut l'unité naturelle de ceux dont les motions étaient déjà proches, à Dijon, l'unité des minorités des gauches du parti, ainsi nous aurons un grand pôle de gauche, et si on nous pose des questions... (Fabius.....) On dira : nous avons rassemblé les socialistes antilibéraux, pas d'exclusive, mais sur ce terrain-là, sur ce terrain-là, avec l'unité Nm, Nps, Fm, nous aurons le rapport de force, viennent tous ceux qui le veulent, qui le souhaitent, qui militent pour la rénovation du Ps, pour qu'ils répondent clairement aux attentes de la gauche unie...

Gérard Filoche, le samedi 18 juin au gymnase de la Bidassoa, Paris 20°